Règlement intérieur du Conseil d'arrondissement

SOMMAIRE

TITRE I - La / Le Maire d'arrondissement et ses adjoint.es.....	4
Article 1 : Convocation du Conseil d'arrondissement en vue de l'élection de la / du Maire d'arrondissement et présidence de la séance.....	4
Article 2 : Élection de la / du Maire d'arrondissement.....	4
Article 3 : Élection des adjoint.es à la / au Maire d'arrondissement.....	4
Article 4 : Cessation de fonctions et suppléance de la / du Maire d'arrondissement	5
Titre II - Des séances.....	7
Article 5 : Déroulement	7
Article 6 : Convocation du Conseil d'arrondissement	7
Article 7 : Ordre du jour	8
Article 8 : Présidence de la séance.....	8
Article 9 : Quorum	8
Article 10 : Pouvoirs	9
Article 11 : Secrétariat de séance	9
Article 12 : Procès-verbal de séance.....	9
Article 13 : Police de l'assemblée.....	10
Article 14 : Caractère public de la séance.....	10
Article 15 : Mode de scrutin	11
Article 16 : Suspension de séance	11
Article 17 : Rappel au règlement.....	12
Article 18 : Compte rendu de séance	12
Titre III - Des délibérations, des communications et des débats organisés	13
Article 19 : Exercice de la compétence d'avis.....	13
Article 20 : Délibérations	13
Article 21 : Informations.....	14
Article 22 : Débats organisés	14
Titre IV - Des vœux, des questions écrites et orales	15
Article 23 : Vœux.....	15
Article 24 : Questions écrites adressées à la / au Maire de Paris.....	17
Article 25 : Questions orales adressées à la / au Maire de Paris, pour débat au Conseil de Paris.....	18
Article 26 : Questions orales adressées à la / au Maire d'arrondissement pour débat au Conseil d'arrondissement	18
Article 27 : Questions écrites adressées à la / au Maire d'arrondissement	19
Titre V - Les relations avec les associations, les Conseils de quartier et les habitant.es.....	20
Article 28 : Les acteurs de la participation	20
Article 29 : Participation du public.....	20

Article 30 : Le comité d'initiative et de consultation d'arrondissement	20
Article 31 : Les Conseils de quartier	21
Article 32 : Les comités consultatifs.....	21
Article 33 : Les pétitions locales.....	22
Article 34 : Les référendums d'initiative locale.....	22
Titre VI - Des groupes politiques dans le Conseil d'arrondissement	23
Article 35 : Constitution des groupes politiques.....	23
Titre VII - Les droits de tous les élu.es du Conseil d'arrondissement.....	24
Article 36 : Communication de documents aux conseiller.es.....	24
Article 37 : Facilités mises à la disposition des groupes et de tout membre du Conseil d'arrondissement.....	24
Article 38 : Expression des groupes dans le bulletin d'information générale de la Mairie d'arrondissement	24
Titre VIII - De l'adoption et de la modification du règlement intérieur .	25
Article 39 : Adoption	25
Article 40 : Modification	25

TITRE I

- La / Le Maire d'arrondissement et ses adjoint.es

Article 1 : Convocation du Conseil d'arrondissement en vue de l'élection de la / du Maire d'arrondissement et présidence de la séance

L'élection de la / du Maire d'arrondissement qui suit le renouvellement général du Conseil de Paris a lieu huit jours après celle de la / du Maire de Paris. Le Conseil d'arrondissement est, à cette occasion, exceptionnellement convoqué par la / le Maire de Paris.

La séance du Conseil d'arrondissement est alors présidée par la / le plus âgé.e des membres du Conseil d'arrondissement jusqu'à la proclamation par cette dernier.e de l'élection de la / du Maire.

Article 2 : Élection de la / du Maire d'arrondissement

La / Le Maire d'arrondissement est élu.e au scrutin secret au sein du Conseil d'arrondissement.

L'élection de la / du Maire d'arrondissement s'effectue à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Si la majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, un second tour est alors organisé selon les mêmes modalités.

Si aucun.e des conseiller.es n'a obtenu la majorité absolue à l'issue du second tour, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative : à égalité de voix, l'élection est acquise à la / au plus âgé.e.

Article 3 : Élection des adjoint.es à la / au Maire d'arrondissement

Le Conseil d'arrondissement délibère pour déterminer le nombre d'adjoint.es à la / au Maire d'arrondissement à élire parmi ses membres. Ce nombre ne peut excéder 30 % du nombre total des membres du Conseil d'arrondissement, arrondi à l'entier inférieur, sans toutefois être inférieur à quatre.

Toutefois, la limite de 30 % du nombre total des membres du Conseil d'arrondissement peut donner lieu à dépassement en vue de la création de postes d'adjoint.es chargé.es principalement d'un ou plusieurs quartiers, sans toutefois que le nombre de ces derniers puisse excéder 10 % de l'effectif légal du Conseil d'arrondissement.

Les adjoint.es sont élu.es au scrutin secret parmi les membres du Conseil d'arrondissement par scrutin de liste à la majorité absolue sans panachage ni vote préférentiel.

Les listes pour l'élection des adjoint.es sont composées alternativement d'un candidat de chaque sexe. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidat.es de chaque sexe, ne peut donc être supérieur à un.

Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidat.es de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élu.es. Les adjoint.es prennent rang dans l'ordre des nominations.

Quand il y a lieu, en cas de vacance, de désigner un ou plusieurs adjoint.es, celles / ceux-ci sont choisi.es parmi les conseiller.es de même sexe que celles / ceux auquel.les elles / ils sont appelé.es à succéder.

En cas d'élection d'un.e seul.e adjoint.e, celle / celui-ci est élu.e, au scrutin secret et à la majorité absolue. Si la majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, un second tour est alors organisé selon les mêmes modalités. Si aucun.e des conseiller.es n'a obtenu la majorité absolue à l'issue du second tour, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative : à égalité de voix, l'élection est acquise à la / au plus âgé.e.

Lorsque la / le Maire d'arrondissement a retiré les délégations qu'il avait données à un.e adjoint.e, le Conseil d'arrondissement doit se prononcer sur le maintien de celle / celui-ci dans ses fonctions d'adjoint.e.

Article 4 : Cessation de fonctions et suppléance de la / du Maire d'arrondissement

En cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement, la / le Maire d'arrondissement est provisoirement remplacé.e, dans la plénitude de ses fonctions, par l'un.e de ses adjoint.es, membre du Conseil de Paris dans l'ordre du tableau, ou à défaut par un.e autre adjoint.e dans l'ordre du tableau, ou à défaut

d'adjoint.e, par tout.e autre membre du Conseil d'arrondissement désigné.e par le Conseil d'arrondissement.

En cas de cessation de fonction de la / du Maire d'arrondissement en cours de mandature, le Conseil d'arrondissement est convoqué par la / le Maire d'arrondissement suppléant.e, désignée selon la procédure décrite au précédent alinéa du présent article, dans le délai de quinzaine suivant la vacance effective, pour qu'il soit procédé à l'élection de la / du nouveau Maire d'arrondissement et à celle de ses adjoint.es. La séance du Conseil d'arrondissement est alors présidée par le /la doyen.ne d'âge jusqu'à la proclamation par ce.tte dernier.e de l'élection de la / du Maire d'arrondissement.

Titre II - Des séances

Article 5 : Déroulement

Les dispositions des articles L. 2121-7 à L. 2121-26 du code général des collectivités territoriales, relatives au fonctionnement des conseils municipaux, sont applicables au fonctionnement et aux délibérations des conseils d'arrondissement, sauf dispositions contraires du titre 1er du livre V du même code.

Article 6 : Convocation du Conseil d'arrondissement

Le Conseil d'arrondissement est convoqué par la / le Maire d'arrondissement.

La / Le Maire d'arrondissement peut réunir le Conseil d'arrondissement chaque fois qu'elle / il le juge utile.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion qui se tient à la Mairie d'arrondissement.

La convocation, l'ordre du jour, ainsi que les projets des affaires soumises à délibération au cours de la séance sont communiqués aux membres du Conseil d'arrondissement par voie dématérialisée, par publication sur l'application ODS-Mairies. Les conseiller.es en sont informé.es individuellement sur leur adresse électronique @paris.fr.

La convocation, l'ordre du jour ainsi que les documents concernant les affaires soumises à délibération au cours de la séance doivent être adressés cinq jours francs au moins avant le jour fixé pour la réunion du Conseil d'arrondissement.

En cas d'urgence, le délai peut être réduit, sans qu'il puisse être inférieur à un jour franc. La / Le Maire d'arrondissement devra toutefois, dès l'ouverture de la séance, en rendre compte au Conseil d'arrondissement, qui se prononcera, en début de séance, sur l'opportunité et la réalité de l'urgence. L'assemblée peut refuser le principe de l'urgence, auquel cas les points de l'ordre du jour concernés sont renvoyés à l'examen d'une réunion ultérieure.

La convocation est affichée ou publiée. Elle est reportée sur le registre des délibérations.

Article 7 : Ordre du jour

La / Le Maire d'arrondissement fixe l'ordre du jour de la séance. L'ordre du jour est joint à la convocation et porté à la connaissance du public.

Article 8 : Présidence de la séance

Les séances du Conseil d'arrondissement sont présidées par la / le Maire d'arrondissement, à l'exception des séances où est voté le compte administratif, lesquelles sont présidées, pour le vote de ce seul point de l'ordre du jour, par un.e président.e spécial.e élu.e à cet effet par le Conseil d'arrondissement.

La / Le Maire d'arrondissement procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, appelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Elle / Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les projets et propositions de délibérations, les vœux et les questions, décompte les scrutins, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

En cas d'empêchement de la / du Maire d'arrondissement, la présidence du Conseil d'arrondissement sera assurée selon les règles fixées au 1^{er} alinéa de l'article 4 ci-dessus.

Article 9 : Quorum

Le Conseil d'arrondissement ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente. Dans le cas où après une première convocation régulièrement faite, le quorum n'est pas atteint, le Conseil d'arrondissement est à nouveau convoqué dans un délai minimum de trois jours francs. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être vérifié à l'ouverture de la séance par la signature des conseiller.es présent.es sur un registre prévu à cet effet. En cours de séance, le quorum doit être vérifié lors de la mise en discussion de chaque affaire inscrite à l'ordre du jour sur laquelle le Conseil d'arrondissement est amené à délibérer ainsi qu'à la reprise des débats, après une suspension. Ainsi, si un.e membre du Conseil d'arrondissement s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, la / le Maire d'arrondissement lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseiller.es absent.es n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Article 10 : Pouvoirs

Un.e conseiller.e d'arrondissement empêché.e d'assister à une séance peut donner à un.e collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un.e même conseiller.e ne peut être porteur.e que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

La / le mandataire remet la délégation de vote ou mandat à la / au président.e de séance lors de l'appel du nom de la / du conseiller.e empêché.e. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un.e conseiller.e obligé.e de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseiller.es qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître à la / au Maire d'arrondissement leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 11 : Secrétariat de séance

Au début de chacune de ses séances, le Conseil d'arrondissement nomme un.e ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Il peut adjoindre à cette ou ces secrétaires, des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Article 12 : Procès-verbal de séance

Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par la / le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par la / le Maire et la / le ou les secrétaires.

Il contient la date et l'heure de la séance, les noms de de la / du président.e, des membres du Conseil d'arrondissement présent.es ou représenté.es et de la / du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations

adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votant.es et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance.

Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la Mairie d'arrondissement et un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public.

L'exemplaire original du procès-verbal, qu'il soit établi sur papier ou sur support numérique, est conservé dans des conditions propres à en assurer la pérennité.

Article 13 : Police de l'assemblée

La / Le Maire a seule la police de l'assemblée.

Elle / Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit, elle / il en dresse un procès-verbal et la / le procureur.e de la République en est immédiatement saisi.e.

Article 14 : Caractère public de la séance

Les séances du Conseil d'arrondissement sont publiques.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance.

La / Le Maire d'arrondissement s'assure de l'accessibilité des débats aux élu.es et aux citoyen.nes en situation de handicap.

Néanmoins, sur la demande de trois membres ou de la / du Maire d'arrondissement, le Conseil d'arrondissement peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présent.es ou représenté.es, qu'il se réunit à huis clos.

Sans préjudice des pouvoirs que la / le Maire tient de l'article 13, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

Article 15 : Mode de scrutin

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix de la / du président.e de séance du Conseil d'arrondissement est prépondérante.

Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :

1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;

2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination.

Dans ces derniers cas, si aucun.e des candidat.es n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise à la / au plus âgé.e.

Le Conseil d'arrondissement peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par la / le maire.

Article 16 : Suspension de séance

Tout.e conseiller.e peut demander une suspension de séance.

La / le Maire d'arrondissement peut l'accorder de son propre chef ou consulter le Conseil d'arrondissement. La durée de la suspension de séance est fixée par la / le Maire d'arrondissement.

Article 17 : Rappel au règlement

La parole est accordée à tout membre du Conseil d'arrondissement qui la demande pour un rappel au règlement. Cette intervention ne peut excéder trois minutes.

L'auteur.rice de la demande doit faire référence à une disposition précise du règlement autre que celle du présent alinéa, faute de quoi la parole lui est retirée. De même, si, manifestement, son intervention n'a aucun rapport avec le règlement ou le déroulement de la séance, ou si elle tend à remettre en question l'ordre du jour fixé, la / le Maire lui retire la parole.

Article 18 : Compte rendu de séance

Dans un délai d'une semaine, la liste des délibérations examinées par le Conseil d'arrondissement est affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet de la Mairie d'arrondissement.

Titre III

- Des délibérations, des communications et des débats organisés

Article 19 : Exercice de la compétence d'avis

Le Conseil d'arrondissement émet un avis, dans le délai fixé par la loi, sur les projets de délibération du Conseil de Paris dont il est saisi par la / le Maire de Paris sur :

- les affaires dont l'exécution est prévue, en tout ou partie, dans les limites de l'arrondissement ;
- le montant des subventions que le Conseil de Paris se propose d'attribuer aux associations dont l'activité s'exerce exclusivement dans l'arrondissement, ou au profit de ses seuls habitants ;
- les questions d'urbanisme qui concernent, en tout ou partie, le ressort territorial de l'arrondissement.

Les avis rendus par le Conseil d'arrondissement sous forme de délibération sont soit favorables, soit défavorables. Ils peuvent, le cas échéant, être accompagnés d'un vœu selon la procédure décrite à l'article 23 de ce règlement.

Article 20 : Délibérations

Le Conseil d'arrondissement délibère dans les domaines de compétence qui lui sont attribués par le Livre V, Titre 1^{er}, Chapitre 1^{er} du code général des collectivités territoriales.

La / Le Maire d'arrondissement présente au Conseil d'arrondissement des projets de délibération.

Chaque membre du Conseil d'arrondissement peut présenter des propositions de délibération, qui sont communiquées par écrit à la / au Maire d'arrondissement au plus tard à 12h, six jours francs avant la date fixée pour la séance.

Les projets et les propositions de délibération sont inscrits à l'ordre du jour du Conseil d'arrondissement transmis à ses membres selon la procédure décrite à l'article 6 du présent règlement.

Il n'est débattu en séance du Conseil d'arrondissement que des seuls projets et propositions de délibération portés sur l'ordre du jour du Conseil d'arrondissement

et sur lesquels des membres du Conseil d'arrondissement se sont inscrit.es jusqu'à l'ouverture de la séance en se signalant auprès de la /du directeur.rice général.e des services sur son adresse @paris.fr.

L'inscription sur les projets et propositions de délibération mentionnés à l'alinéa précédent est également possible en cours de séance en se signalant auprès de la /du directeur.rice général.e des services sur son adresse @paris.fr.

Chaque intervention sur un projet ou une proposition de délibération ne peut excéder cinq minutes.

Les membres du Conseil d'arrondissement disposent, à l'égard des projets et des propositions de délibération mentionnés aux précédents alinéas, du droit de présenter des amendements et des contre-projets. Le temps de présentation des contre-projets ne peut excéder cinq minutes. Le temps de présentation des amendements ne peut excéder deux minutes.

Après examen des amendements ou contre-projets, le Conseil d'arrondissement se prononce par un vote sur le texte qui lui est soumis. Il peut l'adopter en totalité ou partiellement, ou le rejeter.

S'ils n'ont pas fait l'objet de demandes d'intervention, les projets de délibération présentés par la / le Maire d'arrondissement peuvent donner lieu à un vote global en fin de séance. Les projets de délibération ayant ainsi fait l'objet d'un vote global en séance sont portés au registre des délibérations sous forme de délibérations séparées.

Article 21 : Informations

La / Le Maire ou la / le conseiller.e de son choix peut, en début de séance du Conseil, donner lecture d'une ou de plusieurs informations intéressant l'arrondissement.

Article 22 : Débats organisés

Dans le cadre de la discussion d'au moins deux projets de délibération ayant un lien direct, la / le Maire peut décider de la tenue d'un débat organisé dont il fixe les modalités au moins quarante-huit heures avant le début de séance, après échanges avec l'ensemble des groupes politiques qui composent le Conseil d'arrondissement.

Un temps de parole est accordé à chaque groupe politique et aux élu.es non inscrit.es. Ce temps de parole ne peut être inférieur à dix minutes par groupe et à cinq minutes par élu.e non inscrit.e.

Chaque groupe est libre de répartir son temps de parole entre plusieurs de ces membres.

L'ordre de passage de chaque groupe est fixé par la / le Maire.

Un temps de parole d'au moins cinq minutes est accordé à chaque rapporteur.se d'un projet de délibération inclus dans le périmètre d'un débat organisé

Titre IV

- Des vœux, des questions écrites et orales

Article 23 : Vœux

Le Conseil d'arrondissement peut émettre des vœux sur tous les objets intéressant l'arrondissement.

Il n'est débattu en séance du Conseil d'arrondissement que des seules propositions de vœux portées sur l'ordre du jour du Conseil d'arrondissement.

L'alinéa précédent ne s'applique pas pour les vœux supplémentaires ni les vœux du Maire.

Vœux ordinaires

Tout membre du Conseil d'arrondissement peut présenter des propositions de vœux. Ces propositions doivent être communiquées par écrit à la / au Maire d'arrondissement

à 12h, six jours francs avant la date fixée pour la séance, afin qu'elles soient portées à l'ordre du jour du Conseil d'arrondissement transmis à ses membres selon la procédure décrite à l'article 6 du présent règlement.

Vœux des Conseils de quartier

Chaque Conseil de quartier peut proposer un vœu par séance.

Les propositions de vœu formulées par les Conseils de quartier doivent être communiquées par écrit à la / au Maire d'arrondissement à 12h, six jours francs avant la date fixée pour la séance, afin qu'elles soient portées à l'ordre du jour du

Conseil d'arrondissement transmis à ses membres selon la procédure décrite à l'article 6 du présent règlement.

Le Conseil d'arrondissement en débat après avoir statué sur leur éventuelle mise en discussion, sur proposition de la / du Maire d'arrondissement.

Ces propositions de vœu sont présentées par la / le Maire ou par tout.e membre du Conseil d'arrondissement désigné.e par la / le Maire.

Vœux supplémentaires

Chaque groupe politique peut présenter une proposition de vœu supplémentaire le jour de la séance sur un objet ou événement intéressant l'arrondissement connu ou survenu après la date fixée au cinquième alinéa du présent article.

Cette proposition de vœu doit être déposée au moins vingt-quatre avant l'heure de convocation de ladite séance : le Conseil d'arrondissement en débat après avoir statué sur leur éventuelle mise en discussion, sur proposition de la / du Maire d'arrondissement.

Vœux de la / du Maire

La / Le Maire peut proposer en séance des propositions de vœu en réponse à toute proposition de vœu déposée selon les procédures décrites aux alinéas précédents.

Vœux rattachés

Toute proposition de vœu peut faire l'objet d'une demande de rattachement à un projet ou une proposition de délibération inscrit à l'ordre du jour de la même séance par la / le Maire ou par son auteur.rice.

Droit d'amendement

Les conseiller.es disposent, à l'égard des propositions de vœux qui leur sont soumis, du droit de présenter des amendements.

Ces amendements doivent être adressés, avant l'ouverture de la séance ou en cours de séance, à la / au directeur.rice générale des services sur son adresse @paris.fr.

Toute modification rédactionnelle du texte d'une proposition de vœu déjà adressée à la / au directeur.rice générale des services et qui n'a pas pour objet de modifier le sens de cette proposition est de droit pour son auteur.rice. Ces

modifications doivent être adressées à la / au directeur.rice général.e des services sur son adresse @paris.fr.

Les amendements sont présentés par leur auteur.rice.

Seuls les amendements mis aux voix et adoptés par le Conseil d'arrondissement modifient le texte de la proposition de vœu.

Temps de parole

La présentation et les interventions sur un vœu ne peuvent excéder trois minutes.

La présentation et les interventions sur un amendement ne peuvent excéder deux minutes.

Retrait des vœux

À l'exception des vœux des Conseils de quartier, tout vœu peut être retiré par sa / son auteur.rice en amont de sa mise aux voix.

Adoption des vœux

Après présentation des éventuels amendements, le Conseil d'arrondissement se prononce par un vote sur le texte du vœu qui lui est soumis. Il peut l'adopter en totalité ou partiellement, ou le rejeter.

Article 24 : Questions écrites adressées à la / au Maire de Paris

Le Conseil d'arrondissement peut adresser des questions écrites à la / au Maire de Paris sur toute affaire intéressant l'arrondissement.

Tout membre du Conseil d'arrondissement peut présenter des projets de questions écrites à la / au Maire de Paris. Ces projets doivent être communiqués par écrit à la / au Maire d'arrondissement à 12h, six jours francs avant la date fixée pour la séance, afin qu'ils soient portés à l'ordre du jour du Conseil d'arrondissement transmis à ses membres selon la procédure décrite à l'article 6 du présent règlement.

Les membres du Conseil d'arrondissement disposent, à l'égard des projets de questions écrites à la / au Maire de Paris qui leur sont soumis, du droit de présenter des amendements et des contre-projets.

Après examen des amendements ou contre-projets, le Conseil d'arrondissement se prononce par un vote sur le texte de la question écrite à la / au Maire de Paris qui lui est soumis. Il peut l'adopter en totalité ou partiellement, ou le rejeter.

Les interventions en Conseil d'arrondissement relevant de cet article ne peuvent excéder deux minutes.

Article 25 : Questions orales adressées à la / au Maire de Paris, pour débat au Conseil de Paris

Le Conseil d'arrondissement peut demander au Conseil de Paris de débattre de toute affaire intéressant l'arrondissement. Ces questions soumises à débat du Conseil de Paris sont adressées à la / au Maire de Paris huit jours au moins avant la séance du Conseil de Paris.

Tout membre du Conseil d'arrondissement peut présenter des projets de questions orales adressées à la / au Maire de Paris pour débat au Conseil de Paris. Ces projets doivent être communiqués par écrit à la / au Maire d'arrondissement à 12h, six jours francs avant la date fixée pour la séance du Conseil d'arrondissement, afin qu'ils soient portés à l'ordre du jour du Conseil d'arrondissement transmis à ses membres selon la procédure décrite à l'article 6 du présent règlement.

Les membres du Conseil d'arrondissement disposent, à l'égard des projets de questions orales à la / au Maire de Paris qui leur sont soumis, du droit de présenter des amendements et des contre-projets.

Après examen des amendements ou contre-projets, le Conseil d'arrondissement se prononce par un vote sur le texte de la question orale à la / au Maire de Paris qui lui est soumis. Il peut l'adopter en totalité ou partiellement, ou le rejeter.

Les interventions en Conseil d'arrondissement relevant de cet article ne peuvent excéder deux minutes.

Article 26 : Questions orales adressées à la / au Maire d'arrondissement pour débat au Conseil d'arrondissement

Les questions destinées à être posées à la / au Maire d'arrondissement en séance sont déposées par écrit, à 12h trois jours francs au moins avant la date fixée pour la réunion du Conseil d'arrondissement.

Elles sont rédigées de façon succincte et doivent être relatives aux affaires intéressant directement l'arrondissement.

L'objet des questions figure sur l'ordre du jour transmis aux membres du Conseil d'arrondissement selon la procédure décrite à l'article 6 du présent règlement.

Le temps consacré par le Conseil d'arrondissement aux questions orales ne peut excéder trente minutes.

En séance, la / le Maire d'arrondissement donne la parole à l'auteur.rice de la question pour lecture de la question posée.

La / Le Maire ou le membre du Conseil d'arrondissement de son choix répond à la question posée pour une durée ne pouvant excéder trois minutes. L'auteur.rice de la question dispose d'un droit de réplique, dont la durée ne peut excéder deux minutes.

L'examen des questions orales ne peut faire l'objet d'aucun débat.

Les questions auxquelles il n'a pu être répondu au cours de la séance où elles figuraient à l'ordre du jour sont reportées à la séance suivante du Conseil d'arrondissement. Le cas échéant, le texte écrit de la réponse de la / du Maire d'arrondissement peut être communiqué dans les sept jours qui suivent la séance, à l'auteur.rice de la question et à tout.e conseiller.e, sur sa demande.

Article 27 : Questions écrites adressées à la / au Maire d'arrondissement

Tout membre du Conseil d'arrondissement peut adresser des questions écrites à la / au Maire d'arrondissement.

Ces questions sont rédigées de façon succincte. Elles doivent être relatives aux affaires intéressant directement l'arrondissement.

La / Le Maire d'arrondissement répond par écrit, sous quinze jours à l'auteur.rice de la question.

Titre V

- Les relations avec les associations, les Conseils de quartier et les habitant.es

Article 28 : Les acteurs de la participation

Les acteurs de la participation mentionnés dans la charte de la démocratie locale du 20^{ème} arrondissement de Paris participent à la vitalité démocratique de l'arrondissement.

À ce titre, la convocation au Conseil d'arrondissement ainsi que l'ordre du jour sont adressés à leurs membres en amont de la séance.

Article 29 : Participation du public

Dans l'heure qui précède l'ouverture de la séance, la / le Maire peut prévoir un temps d'intervention du public.

Dans ce cadre, le public peut demander à intervenir sur tout projet ou proposition de délibération, toute proposition de vœu et toute question orale inscrits à l'ordre du jour.

Chaque intervention ne peut excéder trois minutes. Le compte-rendu de ce temps d'intervention est annexé au procès-verbal et consultable en Mairie.

Article 30 : Le comité d'initiative et de consultation d'arrondissement

Les associations participent à la vie municipale.

Dans le 20^{ème} arrondissement est créé un comité d'initiative et de consultation d'arrondissement. Celui-ci réunit les représentant.es des associations locales ou membres de fédérations ou confédérations nationales qui en font la demande et qui exercent leur activité dans l'arrondissement.

Au cours d'une séance par trimestre au moins, les représentant.es de ces associations participent, si elles / ils le sollicitent, aux débats du Conseil d'arrondissement, avec voix consultative. Elles / Ils y exposent toute question intéressant leur domaine d'activité dans l'arrondissement et peuvent faire toute proposition à cet égard.

Le Conseil d'arrondissement en délibère en leur présence.

À cette fin, les associations doivent notifier, par écrit à la / au Maire d'arrondissement, à 12h, huit jours francs avant la date fixée pour la séance, le ou les sujets sur lesquels elles souhaitent débattre.

Le calendrier des débats avec les associations susmentionnées est défini par le Conseil d'arrondissement en liaison avec le comité d'initiative et de consultation d'arrondissement. Le Conseil d'arrondissement met à la disposition du comité d'initiative et de consultation d'arrondissement toute information nécessaire à la préparation de ces débats.

Les interventions en séance relevant du présent article ne peuvent excéder trois minutes.

Article 31: Les Conseils de quartier

Les Conseils de quartier peuvent être consultés par la / le Maire et peuvent lui faire des propositions sur toute question concernant le quartier ou l'arrondissement. La / le Maire peut les associer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions intéressant le quartier, en particulier celles menées au titre de la politique de la ville.

Les Conseils de quartier peuvent proposer des vœux en Conseil d'arrondissement selon la procédure décrite à l'article 23.

Article 32: Les comités consultatifs

Le Conseil d'arrondissement peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt local concernant tout ou partie du territoire de l'arrondissement. Ces comités comprennent des personnes qui peuvent ne pas appartenir au Conseil, notamment des représentant.es des associations locales.

Sur proposition de la / du Maire d'arrondissement, le Conseil d'arrondissement en fixe la composition, qui doit être paritaire, pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal en cours.

Chaque comité est présidé par un.e membre du Conseil d'arrondissement, désigné.e par le maire.

Les comités peuvent être consultés par la / le Maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité et entrant dans le

domaine d'activité des associations membres du comité. Ils peuvent par ailleurs transmettre à la / au Maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt local pour lequel ils ont été institués.

Article 33 : Les pétitions locales

Toute question concernant la vie de l'arrondissement, soumise par pétition signée par au moins 1 000 habitant.es de l'arrondissement âgé.es de 16 ans ou plus, peut être mise à l'ordre du jour du Conseil d'arrondissement par la / le Maire lors de la séance de l'un des deux Conseils d'arrondissement qui suit l'obtention du nombre de signatures suffisant.

Lors de la séance du Conseil d'arrondissement où la pétition est mise à l'ordre du jour du Conseil d'arrondissement, un.e représentant.e des signataires de la pétition peut présenter cette dernière, après interruption de la séance du Conseil d'arrondissement décidée par la / le Maire d'arrondissement, pour une durée ne pouvant excéder cinq minutes.

À la reprise de la séance, la / le Maire lit le texte de la pétition et donne sa proposition de réponse. Chaque groupe peut ensuite intervenir pour une durée ne pouvant excéder cinq minutes.

Article 34 : Les référendums d'initiative locale

À l'initiative du Conseil d'arrondissement, via l'adoption d'un vœu relevant de l'article 23 du présent règlement, ou sur demande d'au moins 3 000 habitant.es de l'arrondissement âgé.es de 16 ans ou plus, la / le Maire peut organiser un référendum pour consulter les habitant.es âgé.es de 16 ans ou plus à l'échelle de l'arrondissement ou d'un ou plusieurs Conseils de quartier sur tout problème relatif à la vie de l'arrondissement ou des quartiers en question.

Lors de la séance de l'un des deux Conseils d'arrondissement qui suit ce vote, et en cas d'une majorité de réponses positives à la question posée, la / le Maire peut organiser un débat pour déterminer les suites à donner à ce processus référendaire.

Le temps de parole de ce débat correspond à celui fixé au deuxième alinéa de l'article 22.

Titre VI

- Des groupes politiques dans le Conseil d'arrondissement

Article 35 : Constitution des groupes politiques

Les membres du Conseil d'arrondissement peuvent constituer des groupes selon leurs affinités politiques.

L'effectif minimum de ces groupes est fixé à deux membres.

Les groupes politiques représentés au Conseil de Paris peuvent l'être également dans le Conseil d'arrondissement et ce sans seuil minimum en nombre d'élu.e.

Les membres du Conseil d'arrondissement peuvent également demeurer ou se déclarer non-inscrit.es à un groupe.

Aucun.e conseiller.e ne peut faire partie de plus d'un groupe.

Les groupes d'élu.es se constituent par la remise à la / au Maire d'une déclaration signée de chacun de leurs membres.

Toute modification dans la composition d'un groupe doit, de la même façon, être portée à la connaissance de la / du Maire d'arrondissement.

Titre VII

- Les droits de tous les élu.es du Conseil d'arrondissement

Article 36 : Communication de documents aux conseiller.es

Les documents ou parties de documents qui ne pourraient être matériellement reproduits et adressés sont tenus à la disposition des membres du Conseil d'arrondissement à la Mairie d'arrondissement.

Les demandes de renseignements complémentaires doivent être présentées, par écrit, à la / au Maire d'arrondissement. Celle / Celui-ci répond, par écrit, à l'auteur.rice de la demande.

Article 37 : Facilités mises à la disposition des groupes et de tout membre du Conseil d'arrondissement

Les groupes disposent d'une boîte aux lettres à la Mairie d'arrondissement.

Les groupes bénéficient de la salle de permanence des élu.es ainsi que du matériel qui l'équipe.

Les membres du Conseil d'arrondissement n'appartenant pas à la majorité du Conseil d'arrondissement, qui en font la demande, peuvent disposer d'un local administratif permanent.

Ce local ne peut pas servir de permanence électorale ou accueillir des réunions publiques.

Tout.e conseiller.e d'arrondissement doit disposer d'une adresse mail @paris.fr et d'un ordinateur portable personnel fourni par la Ville de Paris.

Article 38 : Expression des groupes dans le bulletin d'information générale de la Mairie d'arrondissement

Un espace de deux pages est réservé à l'expression des groupes dans le bulletin d'information générale de la Mairie.

Chaque groupe bénéficie d'un espace en proportion de sa représentativité au sein du Conseil d'arrondissement, sans que cet espace puisse contenir moins de 500 signes.

Titre VIII

- De l'adoption et de la modification du règlement intérieur

Article 39 : Adoption

Le présent règlement intérieur a été adopté par délibération du Conseil du 20^{ème} arrondissement en date du *(date de la séance du Conseil d'arrondissement)*.

Article 40 : Modification

Toute modification du présent règlement, quelle qu'elle soit, sera soumise au Conseil d'arrondissement, qui en délibérera.